Vingt-cinq ans d'études stratégiques – Essai critique et survol de la documentation

Twenty-Five Years of Strategic Studies: Critical Essay and Literature Survey

Albert Legault

Volume 15, numéro 4, 1984

La crise des relations internationales : vers un bilan

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/701743ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/701743ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Legault, A. (1984). Vingt-cinq ans d'études stratégiques – Essai critique et survol de la documentation. *Études internationales*, 15(4), 727–749.
<https://doi.org/10.7202/701743ar>

Résumé de l'article

This article attempts to identify the great issues which have formed the mainstay of the strategic literature over the past twenty-five years. Its is essentially designee to acquaint the student with the major works and debates which have been published or discussed over the same period of time. The only new debates seem to bear on the ecological consequences of a nuclear war, and on the resurgence of the pacifist movements. The last section deals with the major issues of the future, such as outer space, ballistic missile defense, and the potential increase of the risks of a conventional war due to the progress of technology.

VINGT-CINQ ANS D'ÉTUDES STRATÉGIQUES: ESSAI CRITIQUE ET SURVOL DE LA DOCUMENTATION

Albert LEGAULT*

ABSTRACT — *Twenty-Five Years of Strategic Studies: Critical Essay and Literature Survey*

This article attempts to identify the great issues which have formed the mainstay of the strategic literature over the past twenty-five years. Its is essentially designed to acquaint the student with the major works and debates which have been published or discussed over the same period of time. The only new debates seem to bear on the ecological consequences of a nuclear war, and on the resurgence of the pacifist movements. The last section deals with the major issues of the future, such as outer space, ballistic missile defense, and the potential increase of the risks of a conventional war due to the progress of technology.

Comme n'importe quel domaine, les études stratégiques constituent un champ d'intérêt, étroit ou très vaste selon l'optique privilégiée. Il n'est pas dans mon intention de rappeler ici les querelles d'école sur la nature et l'objet de la stratégie. Qu'il me suffise ici de dire que les études stratégiques constituent un sous-champ des relations internationales, lesquelles, à toutes fins pratiques, sont aussi un sous-champ de la science politique. À certains égards, le sous-champ des relations internationales est plus vaste que l'ensemble même de la science politique puisque son objet englobe la planète même et son environnement.

I – LE DÉVELOPPEMENT DES ÉTUDES STRATÉGIQUES

Phénomène relativement nouveau, les études stratégiques s'insèrent désormais la plupart du temps à l'intérieur d'un corpus d'études propres aux relations internationales. La coupure épistémologique s'est produite dans le temps et l'espace avec l'explosion de la première bombe atomique à Hiroshima, en août 1945. Le recours à la force ou l'usage de la force entre nations prenaient désormais une dimension nouvelle. L'humanité, comme le dira un peu plus tard Jean-Paul Sartre, venait d'être « mise en possession de sa mort ».

En réalité, il faut attendre jusqu'à la fin des années 50 avant que de grands enseignements soient dispensés en Europe sur la politique et l'usage de la force. De ce côté-ci de l'Atlantique, les débats s'amorcent dans les grandes universités dès le début des années 50.

* Professeur au Département de science politique de l'Université Laval à Québec.
Revue Études internationales, volume XV, n° 4, décembre 1984.

Aujourd'hui, on compte plus de mille institutions aux États-Unis, dont la plupart des universités, où l'enseignement et la recherche sur les problèmes stratégiques constituent un foyer de préoccupation majeure¹. S'ajoutent à cela, les grandes « boîtes à penser », ou les « boîtes remue-méninges » genre « think-tank » et autres, tels la Rand Corporation créée en 1954 ou l'Institute for Defense Analyses à Washington. De grands centres de recherche comme le Georgetown University Centre for Strategic and International Studies (CSIS), le Brookings Institution et l'American Enterprise Institute sont autant d'organismes dont le personnel de recherche et de soutien se compte dans la centaine, ou les centaines en ce qui a trait au CSIS.

Les grandes fondations américaines ne sont pas, non plus, absentes du décor. La Fondation Ford finance toute une série de centres de recherche sur la stratégie et le contrôle des armements à Harvard, au MIT, à Cornell, à Stanford et ailleurs. Elle a d'ailleurs publié en 1976 un rapport sur l'enseignement des études internationales dans six pays européens, le rapport sur la France ayant été établi par MM. Jean Pierre Derriennic et Dominique Moisi². La Fondation Carnegie est aussi très active en la matière puisqu'elle est responsable de la publication *Foreign Policy*, l'une des principales revues d'opinion au États-Unis. Quant à la Fondation Rockefeller, elle est moins active dans le domaine, encore qu'elle ait été à l'origine, à la fin des années 1950, de la création du célèbre IISS (International Institute of Strategic Studies) de Londres. Elle a aussi publié en 1981, un important rapport sur l'étude des relations internationales aux États-Unis³.

Nous ne saurions ici couvrir tout ce qui s'est passé en Europe. Nous renvoyons le lecteur, en ce domaine, à la publication citée en note 1. Il serait toutefois saugrenu de passer sous silence le rôle déterminant que joue l'IISS de Londres ou encore le SIPRI (Swedish International Peace Research Institute). Sur une base mondiale, l'UNESCO a publié en 1981, un annuaire sur les instituts de recherche sur la paix⁴. L'IISS de Londres a aussi publié en 1970 et 1982 respectivement deux brochures intitulées *Survey of Strategic Studies*. Au Canada, l'enseignement sur les problèmes stratégiques a connu un essor considérable suite à des fonds dégagés par le ministère de la Défense à la fin des années 1960 et administrés par le truchement d'un comité de l'Association des Universités et des Collèges du Canada. Cinq centres d'excellence bénéficient depuis de subventions de recherche, dont le Centre Québécois de relations internationales.

Plusieurs autres institutions bénéficient aussi de programmes d'enseignement financés à même ces subventions. Notons, par ailleurs, que la Fondation Donner (la filiale canadienne), finance depuis quelques années déjà d'importants projets de recherche portant sur les problèmes de sécurité internationale. Du côté des instituts

-
1. Gregory TREVERTON, « Strategic Research in the "United States" dans *Trend in Strategic Studies*, publié par le Centro Studi Manlio Brosio de Turin, suite à un colloque international tenue en décembre 1982.
 2. "International Studies in Six European Countries", *A report to the Ford Foundation*, juin 1976 (ISBN 0-916584-03-8).
 3. Edwin A. DEAGLE, Jr., "A Survey of United States Institutions Engaged in International Relations Research and Related Activities: A Preliminary Report", Fondation Rockefeller, décembre 1981.
 4. UNESCO, *World Directory of Peace Research Institutions*, Paris, 1981.

ou des organismes indépendants, outre le rôle moteur de l'Institut Canadien des Affaires Internationales de Toronto, il faut noter la création du Canadian Institute of Strategic Studies également à Toronto, et la création récente du Centre canadien pour le contrôle des armements et le désarmement (CCAD), sis à Ottawa. Enfin, à l'été 1984, était votée la loi établissant le Canadian Institute for International Peace and Security (CIIPS). Cet institut indépendant mais financé par le gouvernement a décidé d'établir son siège social à Ottawa.

En ce qui a trait à l'enseignement et à la recherche au Canada anglais, nous renvoyons le lecteur à un article récent rédigé par le professeur R. Byers⁵.

II – LES INDISPENSABLES INSTRUMENTS DE RÉFÉRENCE

Personne ne peut véritablement suivre l'évolution des problèmes stratégiques contemporains sans souscrire aux publications de l'IISS de Londres. Parmi ses publications annuelles, notons *The Military Balance* qui met à jour chaque année le bilan des armements nucléaires possédés par les puissances nucléaires. À cela s'ajoute un bilan annuel sur l'état de la situation politico-militaire dans le monde. Ces renseignements sont contenus dans la publication *Strategic Survey*. L'institut de Londres publie aussi une revue bi-mensuelle *Survival* fort utile puisqu'elle reproduit la plupart des discours et textes importants, ainsi que d'importants articles publiés ailleurs. L'Institut publie enfin toute une série de brochure spécialisées, s'efforçant de faire le point sur les grands problèmes d'actualité. Près de deux cents brochures ont ainsi été publiées dans la série *Adelphi Papers*.

Du côté américain, l'ouvrage de référence le plus souvent consulté est sans doute l'annuaire *World Military Expenditures and Arms Transfers* publié par l'ACDA (Arms Control and Disarmament Agency). L'utile complément à cette publication est la brochure annuelle de Ruth Leger Sivard, *World Military and Social Expenditures*.⁶ Depuis quelques années déjà, le département de la Défense américain publie un rapport annuel *Soviet Military Power* sur l'état des forces militaires soviétiques. Cette publication vient s'ajouter au rapport annuel au Congrès du Secrétaire à la Défense, ainsi qu'au rapport annuel des *Joint Chiefs of Staff*.

L'OTAN publie aussi un rapport intermittent sur l'état de l'équilibre militaire en Europe. Il s'intitule *L'Otan et le pacte de Varsovie: Comparaison des forces*. La deuxième édition de ce bilan a été produite par l'OTAN en 1984.

Deux ouvrages de référence majeurs restent indispensables. Il s'agit de celui de John M. Collins, *The US-Soviet Military Balance*⁷ et l'ouvrage collectif fort technique mais révélant des informations jusque-là tenues secrètes *U.S. Nuclear Forces and Capabilities* (ou le Nuclear Weapons Data book).⁸ En matière de

5. Rod BYERS, « L'État de la recherche sur la paix et les études stratégiques au Canada ». *Anthropologie et sociétés*, vol. 7, no. 1, 1983, pp. 193-213.

6. WMSE Publications, Box 1003, Leesburg, Virginia 22075.

7. John M. COLLINS, *The US-Soviet Military Balance*, New York, McGraw Hill, 1980.

8. Thomas B., COCHRAN. William M. ARKIN et Milton M., HOENIG. *US Nuclear Forces and Capabilities*, vol. I, publié pour le Natural Resources Defence Council par Ballinger Publishing Company, Cambridge, Mass., 1984.

désarmement et de contrôle des armements, outre SIPRI et la publication de l'ACDA ci-dessus citée, il faut mentionner l'indispensable *Arms Control Today* publié par l'Arms Control Association, et les mises à jour fort heureuses publiées dans *The Arms Control Reporter*⁹. Notons enfin l'existence d'une revue spécialisée *Arms Control*¹⁰. Au Canada, la *Chronique du contrôle des armements* publié par le CCAD mérite aussi une mention spéciale.

Il n'existe rien de semblable du côté soviétique. Les chiffres les plus exacts sont évidemment ceux que l'URSS s'est engagée à révéler dans le cadre du traité SALT II. Depuis, en réponse à la première publication *Soviet Military Power* diffusée à Washington, les Soviétiques ont publié en riposte *Qui menace la paix?*¹¹, faisant état des principaux déploiements des forces américaines dans le monde. Depuis, plus rien.

III – LA PENSÉE MILITAIRE ET LA STRATÉGIE

En 1943, paraissait aux Presses de l'Université de Princeton un indispensable ouvrage sur l'évolution de la pensée militaire, il s'agit du grand classique *Makers of Modern Strategy*, dont le principal maître d'oeuvre fut Edward Mead Earle¹². De Sun Tse, six siècles avant Jésus-Christ, à Tacite, Jomini, Clausewitz, Mahan et Douhet, les auteurs nous livrent une véritable fresque historique de la pensée des grands théoriciens. À la connaissance de l'auteur, aucun autre ouvrage d'une telle envergure n'a depuis été publiée sur le sujet.

Les ouvrages consacrés à la pensée militaire de certains théoriciens n'abondent pas non plus. Le plus grand classique sur la pensée de Clausewitz reste évidemment la magistrale étude de Raymond Aron¹³. Jean Paul Charmay a publié aux éditions de l'Herne un important ouvrage sur Guibert¹⁴. D'autres sur Vauban, Carnot et Frédéric de Prusse seraient en préparation.

Parmi les autres instruments de travail, SIPRI, se taille également une place de choix. Chaque année, un volumineux annuaire sur le désarmement et l'armement est ainsi publié. La série des *SIPRI Yearbook* remonte à 1968. Le premier annuaire s'intitulait le *SIPRI Yearbook of World Armaments and Disarmament*. Le titre n'a pas changé depuis. Beaucoup plus volumineux et diversifié que *The Military Balance*, cet annuaire présente non seulement un bilan annuel sur les armements, mais il couvre aussi les dépenses militaires de tous les pays du monde, les transferts d'armements, et toutes les négociations sectorielles sur le désarmement ou le contrôle des armements. SIPRI compte aussi à son actif une bonne quarantaine d'ouvrages spécialisés dont la lecture est souvent aride pour le non-spécialiste.

9. Dont la diffusion est assurée par l'*Institute for Defense and Disarmament Studies*, Brookline, Mass. 02146.

10. Publiée par la maison d'édition Frank Cass à Londres.

11. *Whence the Threat to Peace*, ministère de la Défense de l'URSS, Moscou, 1982.

12. Une traduction française de cet ouvrage est parue chez Berger Levrault.

13. Raymond ARON, *Penser la guerre*, Paris, Gallimard 1976. L'ouvrage de marque en anglais est celui de Michael Howard et Peter Paret *On War* de Carl von CLAUSEWITZ, publié en 1976 par les Presses de l'Université de Princeton.

14. Jean Paul CHARNAY, *Guibert, ou le soldat philosophe*, Paris, Service hist. Armée de terre, 1981.

Sur la pensée stratégique contemporaine, *Paix et guerre entre les nations*, reste évidemment un grand classique. Plus facile d'accès sont les ouvrages du général André Beaufre¹⁵. Un remarquable ouvrage tant par sa profondeur que par les critiques qu'il émet à l'endroit de la stratégie américaine a été publié en 1977 par le général Lucien Poirier¹⁶.

Du côté soviétique, le grand classique reste l'ouvrage du général V.D. Sokolovski *Soviet Military Power*¹⁷, la publication de l'Amiral S.G. Gorshkov, *The Sea Power of the State* et l'ouvrage du général A. A. Gretchko, *Arms Forces of the Soviet State*¹⁸. Selon certaines sources, la publication d'une importante mise à jour sur la pensée militaire soviétique serait en cours de préparation à Moscou. De plus, d'intéressantes mises à jour sur la pensée militaire soviétique peuvent être trouvées dans le *Soviet Military Encyclopedia*.

Durant longtemps, l'apport de la géopolitique a été laissé pour compte. Cette lacune sera sous peu comblée par la publication d'un ouvrage conjoint des professeurs C.E. Zoppo et Charles Zorgbibe¹⁹. De plus, une nouvelle revue française s'intitule précisément *Géopolitique*²⁰.

Deux auteurs français enfin, ont apporté une contribution toute spéciale au débat épistémologique sur le rôle et la nature de la stratégie. Bien que ces livres ne s'adressent pas au profane et que leur lecture en soit souvent aride, je m'en voudrais de ne pas les signaler. Il s'agit de l'étude *Le discours de la guerre* de André Glucksmann²¹ et de l'ouvrage de Jean-Paul Charnay *Essai général de stratégie*.²²

IV – STRATÉGIE ET POLITIQUE

De l'antiquité jusqu'à l'histoire récente, les relations entre États sont émaillées de conflits violents. Le primat de la force sur le droit ne remonte pas à Bismarck, mais bel et bien à l'histoire ancienne où les États ont eu recours à la force pour faire triompher leurs intérêts.

15. Notamment *Introduction à la stratégie et Dissuasion et stratégie*, publiés chez Armand Colin en 1963 et 1964 respectivement.

16. *Des stratégies nucléaires*, Paris, Hachette, 1977.

17. Publié par la Rand Corporation en avril 1963. La troisième édition éditée par Harriet Fast Scott a été assurée par Crane et Russak à New York, en 1975.

18. Oxford, Pergamon Press, 1979 pour l'ouvrage de Gorshkov; USGPO, Washington 1975, pour celui de Gretchko.

19. C. ZOPPO et Charles ZORGBIBE. *La géopolitique et la stratégie* (séminaire de recherche de l'OTAN qui s'est tenu à Bruxelles en juin 1983) (à paraître). Deux contributions importantes de Jean Klein et de David Wilkinson sur Haushofer et Spykman respectivement se doivent d'être mentionnées. Notons aussi la courte étude fort originale de Colin S. GRAY quant à la pertinence de la géopolitique dans le conflit qui oppose les grandes puissances. Cf. *The Geopolitics of the Nuclear Era: Heartland, Rimlands and the Technological Revolution*. New York, Crane, Russak and Co., Inc. 1977.

20. Publié par l'Institut français de géopolitique dont la direction est assurée par Marie-France Garaud.

21. Paris, Éditions de l'Herne, 1967.

22. Paris, Éditions Champs Libre, 1973.

La stratégie, dans son sens pur a toujours consisté en l'utilisation de la force pour atteindre des objectifs politiques. Son plus grand théoricien en a été Clausewitz.

L'ère nucléaire a forcé stratèges et penseurs à revoir les fondements même du recours à la force comme instrument politique. Y-a-t-il un seul dessein politique qui puisse aujourd'hui justifier le recours à l'arme atomique? Cette contrainte nouvelle qu'impose aujourd'hui la stratégie nucléaire a fait l'objet d'innombrables études. L'ouvrage le plus fréquemment cité reste le *Paix et guerre entre les nations* de Raymond Aron.

Tous les auteurs français cités dans la section précédente ont apporté d'importantes contributions à l'étude de l'interface guerre-paix. Stanley Hoffmann qui est tout à la fois l'héritier et le critique de la pensée de Raymond Aron, a aussi consacré d'innombrables écrits à la question. On pourrait dire la même chose des Hassner, des Beaufre, des Poirier, des Glucksmann et Charnay.

En anglais, une pléiade d'ouvrages existent sur la question, Bernard Brodie, le premier, a su imposer sa marque²³. Dans les années 50, c'était au tour de Garthoff²⁴, de Kaufmann²⁵, de Kissinger²⁶, de Liska²⁷, de Morgenthau²⁸, de Osgood²⁹ et de Wolfers³⁰ de s'imposer. La fin des années 50 et le début des années 60 allaient marquer l'essor de toute une série d'études sur les fondements, les contraintes et les exigences de la discussion nucléaire.

En 1959, Albert Wohlstetter, autrefois de la Rand Corporation, publiera l'un des articles les plus retentissants en matière de stabilité de la dissuasion nucléaire. Il s'agit du « délicat équilibre de la terreur », un "must" pour tout étudiant qui veut

-
23. Avec la parution de son ouvrage *The Absolute Weapon*, New York, Harcourt, Brace and Co., 1946, suivi de son importante étude *Strategy in the Missile Age*, Princeton, Princeton University Press, 1959.
 24. Raymond L. GARTHOFF, si l'on exclut George C. Kennan, fut l'un des premiers à écrire sur la stratégie soviétique, Cf. son *Soviet Military Doctrine*, Illinois, Free Press, 1953. Il sera suivi de H. S. DINERSTEIN qui publiera en 1959 *War and the Soviet Union*, New York, Praeger.
 25. William W. KAUFMAN, *Military Policy and National Security*, Princeton, Princeton University Press, 1956.
 26. Henry A. KISSINGER publiera en 1957 son retentissant ouvrage *Nuclear Weapons and Foreign Policy*, New York, Harper and Bros.
 27. Dès 1957, George LISKA publiera un ouvrage important mais difficile à lire sur la bipolarité du système international. Cf. son *International Equilibrium*, Cambridge, Harvard University Press, 1957.
 28. L'auteur est l'un des précurseurs de la théorie des jeux, cf., *The Question of National Defense*, New York, Random House, 1959.
 29. L'un des ouvrages les plus classiques et les plus importants de la pensée stratégique américaine depuis le début du XX^{ème} siècle jusqu'à la fin de la guerre de Corée. Cf. Robert E. OSGOOD, *Limited War*, Chicago, Chicago University Press, 1957. La seconde contribution la plus importante viendra avec son ouvrage publié conjointement avec Tucker, Cf. Robert E. OSGOOD et R. TUCKER *Forces Order and Justice*, Baltimore, Johns Hopkins, 1967, 374 p.
 30. Arnold WOLFERS, *Alliance Policy in the Cold War*, Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 1959, à lire avec un autre classique publié à la même époque, celui de K. N. WALTZ *Man, the State and War*, New York, Columbia University Press, 1959.

comprendre les problèmes de l'époque³¹ dont les dimensions certes plus complexes aujourd'hui ont à peine changé. À la même époque paraîtront les grands classiques sur la dissuasion. Mentionnons Kahn³², Knorr³³, Schelling³⁴ et Snyder³⁵. En Angleterre, un grand stratège historien impose aussi sa marque, il s'agit de B. Liddell Hart³⁶.

Au cours de la dernière décennie, deux ouvrages importants, plus particulièrement axés sur l'expérience américaine en matière de recours à la force, méritent d'être signalés³⁷. Au niveau théorique, une synthèse des différentes approches peut-être trouvée dans le très remarquable ouvrage de Glenn H. Snyder et Paul Diesing³⁸.

V – LA DISSUASION NUCLÉAIRE PEUT-ELLE ÊTRE STABILISÉE ?

Liddell Hart dans le titre de l'ouvrage cité dans la section précédente pose le problème fondamental de l'ère nucléaire *Dissuasion ou défense?* En d'autres termes, y a-t-il une politique de défense possible à l'âge nucléaire ou faut-il au contraire tout miser sur la dissuasion.

Le général Gavin aux États-Unis démissionne dans les années 50 de la U.S. Air Force à propos de cette question. Il estime pour sa part qu'il faut maintenir le bouclier de la défense, c'est-à-dire constituer en Amérique du Nord un gigantesque réseau de défense anti-aérienne envers et contre tous. D'autres, au contraire, jugent la défense impossible. Il faut miser sur le châtement, sur la riposte intolérable, donc sur les forces offensives intercontinentales. Le parti de l'offensive l'emporte. C'est à partir de la fin des années cinquante, que les États-Unis commencent à constituer une vaste panoplie de vecteurs inter-continentaux. Il est vrai qu'avant le lancement spectaculaire du premier Spoutnik soviétique en octobre 1957, des rapports secrets leur avaient déjà mis la puce à l'oreille³⁹.

31. Albert WOHLSTETTER, "The Delicate Balance of Terror", *Foreign Affairs*, avril 1961, pp. 355-388.

32. Particulièrement son *On Thermonuclear War*, Princeton, Princeton University Press, 1960.

33. Klaus KNORR (ed.), *Nato and America Security*, Princeton, Princeton University Press, 1959.

34. Sans doute l'ouvrage le plus lu et l'un des plus grands classiques de Thomas C. SHELLING, *The Strategy of Conflict*, Cambridge, Harvard University Press, 1960.

35. Glenn H. SNYDER, *Deterrence and Defense*, Princeton, Princeton University Press, 1961.

36. Plus particulièrement son grand classique *Deterrent or Defense*, New York, Frederick A. Praeger, 1960, En Angleterre, les autres grands classiques de l'époque sont J. Philip Noel BAKER, P.M.S. BLACKETT, Alastair BUCHAN, J.F.C. FULLER, Sir John SLESSOR, et Philip WINDSOR.

37. Il s'agit de Alexander L. GEORGE et Richard SMOKE, *Deterrence in American Foreign Policy: Theory and Practice*, New York, Columbia University Press, 1974 et de Barry M. BLECHMAN et Stephen S. KAPLAN, *Force without War: US Armed Forces as a Political Instrument*, Washington, The Brookings Institution, 1978.

38. *Conflict among Nations: Bargaining, Decision-Making, and System Structure in International Crises*, Princeton, Princeton University Press, 1977.

39. Et bien avant d'ailleurs puisque les Américains avaient décelé dès 1955 des tests soviétiques de missiles intercontinentaux. Le fameux rapport Gaither de 1957 non publié (encore que son contenu en a été livré dans l'article de Morton H. HALPERIN "The Gaither Committee and the Policy Process", *World Politics*, vol. XIII, avril 1961, pp. 360-384) semble avoir été déterminant à cet égard.

La vulnérabilité des territoires américains aux engins soviétiques va reposer tout le problème de la dissuasion nucléaire. Wohlstetter parle du « délicat équilibre » de la terreur. Raymond Aron du « modèle des deux gangsters » où celui qui tire le premier gagne. On s'oriente donc vers les techniques d'enfouissement, de dispersion, de mise en état d'alerte permanent pour les bombardiers du SAC (Strategic Air Command – le seul glaive nucléaire dont disposeront les États-Unis jusqu'à l'apparition de l'ICBM) et surtout, vers la diversification de la panoplie nucléaire américaine. L'apparition du sous-marin nucléaire porteur de vecteurs balistiques nucléaires⁴⁰ laisse présager qu'en toutes circonstances, et quels que soient les scénarios d'attaque, les États-Unis disposeront d'une force de frappe en second suffisante pour que l'URSS ne succombe pas à la tentation de porter le premier coup. On peut parler de stabilité de dissuasion⁴¹.

Ceci n'empêche pas qu'à diverses périodes dans le temps d'orageux débats auront lieu sur la capacité américaine à disposer d'une véritable frappe en second. Le premier, le plus virulent sans doute, a commencé en 1959 avec la fameuse question du « déficit de la fusée » ou tout simplement du soi-disant « missile gap »⁴². Il est vrai qu'on était à l'époque en pleine période électorale. Les États-Unis, en redoublant d'effort ne tardent pas à redresser l'équilibre des forces à leur avantage.

Le deuxième débat intervient au début des années 1980 avec l'apparition d'un « créneau de vulnérabilité » (window of vulnerability). Certains spécialistes calculent, en effet, que si l'URSS portait le premier coup, 95% de la force des Minuteman américains serait détruite⁴³. Colin S. Gray est sans doute l'auteur qui a exposé avec le plus de clarté les motifs sous-jacents à l'inquiétude des États-Unis face à ce phénomène⁴⁴. Il faut cependant reconnaître ici que le débat se trouve déplacé par rapport à celui des années 60. Les États-Unis, en effet, ne seraient pas totalement désarmés puisqu'ils disposeraient encore de plus de 5000 têtes nucléaires embarquées à bord de leurs sous-marins. La question se déplace inévitablement: Les États-Unis auront-ils la *volonté* de riposter tout en sachant que l'URSS pourrait aussi

40. Le premier exploit de navigation sous la banquise polaire est réalisé en 1958 par le Nautilus. En 1960, le premier essai en plongée d'un engin balistique mer-sol est réalisé à partir du George Washington.

41. Deux auteurs dans un ouvrage classique ont défini les conditions de la stabilité, voir à cet égard Albert LEGAULT et George LINDSEY, *Le feu nucléaire* (paru en anglais sous le titre *The Dynamics of the Nuclear Balance*, Cornell University Press, 1974), Paris, Éditions du Seuil, 1972, p. 171.

42. On trouvera dans le *New York Times* du 9 février 1961, p. 4, un article intéressant: "Chronology of Two-years dispute on Missile Gap x. Le spécialiste intéressé par une meilleure comparaison des renseignements obtenus par satellites, lira avec intérêt l'ouvrage original de Philip J. KLAS *Secret Sentries in Space*, New York, Random House, 1971 (le sous-titre mentionne: "The First report on the secret satellites orbited by the United States and the Soviet Union, and their contribution to international stability »).

43. Ces chiffres sont de plus en plus discutés par d'autres experts qui concluent à des pourcentages moins élevés. Cf. Matthew BUNN et Kosta TSIPIS, "The Uncertainties of a Preemptive Nuclear Attack", *Scientific American*, vol. 249, no. 5, novembre 1983, pp. 38-48 (l'édition française paraît souvent avec quelque retard, ce qui fait que certains articles sont décalés par rapport aux numéros anglais).

44. Voir son ouvrage *Strategic Studies: A Critical Assessment*, Westport, Conn., Greenwood Press, 1982.

utiliser sa frappe en second contre les grandes agglomérations américaines? Mieux encore, les États-Unis, devant une telle situation, ne risquent-ils pas, face à l'URSS, d'être privés de toute liberté de manoeuvre, sinon d'être totalement paralysés?

L'hypothèse, on le voit, n'est pas gratuite. Mais elle suppose d'emblée un scénario de guerre nucléaire globale auquel personne ne croit beaucoup... Ceci ne fait cependant que relancer le débat. Face au risque d'une guerre accidentelle, voire d'un conflit localisé dans une zone grise, comment peut-on logiquement croire, soutiennent les partisans du « créneau de vulnérabilité » que les États-Unis prendront tant soit peu le risque de faire monter les enchères? Autrement dit, ne risquent-ils pas d'être tout autant paralysés face au risque d'escalade d'un conflit local qu'ils ne le sont déjà ou qu'ils ne le seraient face au risque d'une guerre nucléaire globale?

Quelles que soient les hypothèses soutenues, la plupart des spécialistes s'entendent pour reconnaître que tout échange nucléaire qui se traduirait par des pertes jugées par trop asymétriques chez l'une ou l'autre des grandes puissances constituerait une situation malsaine. C'est donc pour palier à cette situation que les États-Unis s'emploient avec plus ou moins de succès à prévoir un successeur à la fusée Minuteman⁴⁵. Ce que l'on omet de dire cependant dans ce débat, c'est que la situation est encore moins rose pour l'URSS. Environ 70% de sa force de frappe mégatonnique est pour l'instant concentrée dans des fusées ICBM enfouies dans des silos fixes⁴⁶. Le remplacement du Minuteman par un engin plus précis, peu importe qu'il s'agisse du MX ou d'un autre type de vecteur, conjugué à l'apparition de la nouvelle génération des engins TRIDENT-II embarqués à bord des sous-marins américains tout autant qu'à l'apparition des missiles de croisière, sont autant de facteurs qui risquent d'inverser la situation dite du « créneau de vulnérabilité ». D'ici la fin des années 90, c'est en effet l'URSS qui s'exposera à voir disparaître 70% de la totalité de sa force de frappe... Le débat actuel est donc ironique à plus d'un titre... C'est de cette question essentielle dont on devra discuter à l'intérieur des négociations START... que les Soviétiques ont cru bon d'interrompre, comme on le sait, depuis décembre 1983...

À l'intérieur de ce vaste débat, d'autres mesures auront été prises afin de neutraliser les mesures de défense prises par l'adversaire. Les forces de frappe des grandes puissances sont ainsi dotées d'une très grande capacité de pénétration grâce à l'amélioration des systèmes de guidage, et au développement de leurres et de contre-mesures destinées à brouiller les systèmes de radar, les systèmes de contrôle, les systèmes de communication et les systèmes de commandement de l'adversaire. De plus, d'immenses efforts portent sur le renforcement et l'accroissement de la fiabilité et de la sécurité des systèmes C³ (commandement, contrôle et communication). Jusqu'à tout récemment encore, la suprématie de l'offensive sur la

45. Le débat par ailleurs est loin d'être terminé. Le MX ne fait pas l'unanimité au Congrès. On pense déjà à substituer au MX un nouvel engin plus petit, après tous les déboires qu'ont connu les différents modes de déploiement du MX (dense-pack, mobilité, rapprochement des lanceurs, mais espacement des silos, etc.).

46. Les quelques 1400 vecteurs intercontinentaux de l'URSS sont dotés d'environ 70% du total du mégatonnage dont elle dispose.

défensive paraissait incontestable, tant d'un point de vue psychologique, technique qu'économique.

Vers la fin des années soixante et surtout au début des années soixante-dix, on a cru un moment qu'il était possible de renverser la logique de l'ère nucléaire. Dans la mesure où l'une ou l'autre des grandes puissances pourrait se soustraire à la menace d'une guerre nucléaire grâce à l'installation d'une défense ABM, celle-ci ne sera-t-elle pas tentée du même coup d'intervenir en toute impunité, là où ses intérêts lui dicteront de le faire? C'est ainsi que beaucoup d'espoirs ont été placés dans la mise sur pied d'une défense anti-missile⁴⁷.

L'histoire des grandes négociations SALT est bien connue, tout autant que les négociations qui ont mené à la signature du traité ABM de 1972.⁴⁸ Les grandes puissances jugent à l'époque que la retenue réciproque est encore le meilleur remède contre l'emballement de la course aux armements. Elles confirment par la même occasion la suprématie de la doctrine MAD (Mutual assured Deterrence), c'est-à-dire le caractère suicidaire inéluctable d'une guerre nucléaire, et partant, l'impossibilité de la défense proprement dite à l'âge nucléaire.

Onze ans plus tard, le président Reagan sortira des tiroirs poussiéreux du Pentagone le dossier ABM⁴⁹. Le programme SDI (Strategic Defense Initiative) est désormais concentré dans les mains du général James Abrahamson, chef de la division de la recherche et de l'ingénierie au département de la Défense américain. Tous les projets du programme SDI sont entourés du voile du secret impénétrable. Suffisamment de détails existent toutefois sur les projets financés par DARPA (Defense Advanced Research Projects Agency) et dans la littérature spécialisée pour que d'ores et déjà on prenne au sérieux l'éventualité de la mise sur pied de systèmes de défense ABM vers la fin du siècle⁵⁰.

Dans cette course technologique engagée contre la montre, ni l'URSS, ni les États-Unis, ne s'épargnent aucun effort pour mener dans leurs laboratoires secrets, d'intenses recherches sur la façon de neutraliser les efforts de l'adversaire.

Les modèles qui traitent de la stabilité de la dissuasion tendent à devenir, dans ces circonstances, de plus en plus complexes. Nous n'en sommes plus à l'analyse des modèles mathématiques développés dans les années 60 et 70 par MM. Kaye,

47. Notons qu'à l'origine les États-Unis ont développé le système MIRV ou le principe des têtes nucléaires multiples auto-guidables dans le but de neutraliser les efforts anti-missiles soviétiques.

48. L'ouvrage classique en ce domaine est celui de J. HOLST et W. SCHNEIDER (ed.), *Why ABM? Policy Issues in the Missile Defence Controversy*, New York, Pergamon Press, 1969.

49. Il s'agit du fameux discours "Star War" du 23 mars 1983 qui marque le début officiel du programme SDI (Strategic Defense Initiative) destiné à « changer le cours de l'histoire humaine ».

50. Un ouvrage de marque à caractère scientifique mais indispensable vient de paraître sur le sujet. Le titre est fort révélateur. Cf. Jeff HECHT *Beam Weapons: The Next Arms Race*, New York, Plenum Press, 1984. L'auteur est l'un des principaux collaborateurs à la revue *Lasers and Applications*. Pour plus de précisions sur le programme Reagan, voir Hans A. BETHE; Richard L. GARWIN; Kurt GOTTFRIED et Henry W. KENDALL, "Space-based Ballistic Missile Defense", *Scientific American*, vol. 251, no 4, octobre 1984, pp. 39-49.

Afheldt, ou Kupperman⁵¹. Une myriade de facteurs doivent aujourd'hui être considérés dans les termes de l'équation. Le dernier ouvrage de William H. Baugh⁵² est particulièrement révélateur à ce sujet. On en revient finalement à formuler la question que se posait Raymond Aron, il y a plus de vingt ans: la stabilité de la dissuasion ne tient-elle pas précisément à l'impossibilité des calculs? Et même en admettant que les calculs soient possibles, les impondérables resteront toujours très nombreux. Il est donc difficile d'admettre qu'un chef d'État puisse un jour prendre le risque de jouer l'avenir de la planète sur la base d'informations aussi tronquées. Cela est d'autant plus vrai que l'on commence à découvrir dans les années 80 ce que l'on aurait déjà dû savoir il y a vingt ans ou trente ans: les conséquences écologiques désastreuses d'une guerre nucléaire. Nous reviendrons sous peu sur ce nouvel élément du débat.

VI – DE L'ÉVOLUTION DES DOCTRINES AUX FORCES DE FRAPPE INDÉPENDANTES

Il n'est guerre de questions qui ait fait couler plus d'encre que celle de l'évolution des doctrines stratégiques depuis 1945. En règle générale, les doctrines ont été en retard sur l'évolution de la technologie. À telle enseigne, ceux qui dans les années trente prévoyaient un second conflit mondial semblable au premier: guerre de position et de tranchées. Or l'histoire s'est chargée de démentir ces propos.

Avec l'arme atomique, on pourrait presque dire que la doctrine a précédé l'introduction de l'arme. Les théories de Clausewitz sur la destruction des forces militaires de l'ennemi ou encore les théories de Douhet sur la destruction de l'infrastructure économique de l'adversaire ont fait leur apparition bien avant l'avènement de l'arme nucléaire. Pour que l'ennemi tombe, ne suffit-il pas de détruire les forces militaires et l'infrastructure économique qui soutient ses forces?

L'irruption du nucléaire dans les relations internationales a provoqué d'interminables débats sur l'évolution des doctrines nucléaires aux États-Unis⁵³. Ce débat a

51. Voir G.D. KAYE, "A Guide to Deterrence and Arms Control", *Air Force College Journal*, Toronto, 1961, pp. 81-89, et H. AFHELDT et P. SONNTAG, *Stability and Strategic Nuclear Arms Race*, New York, World Law Fund, 1971, ainsi que l'étude de R. H. KUPPERMAN et H. A. SMITH, "Strategies of Mutual Deterrence", *Science*, no. 176, avril 1972, pp. 18-23. Toutes ces études supposent de la part du lecteur qu'il ait un minimum de connaissances mathématiques.

52. Voir son ouvrage *The Politics of Nuclear Balance*, New York, Longman, 1984, et plus particulièrement le chapitre 4.

53. En ce qui a trait aux États-Unis plus particulièrement, nous recommandons à l'étudiant, pour la période 1945-1960, la lecture de l'ouvrage classique de Samuel P. Huntington *The Common Defense*, New York, Columbia University Press, 1961, à lire en complément à l'ouvrage de R. E. OSGOOD cité en note 29. Pour toute la période MacNamara, lire l'ouvrage de William W. KAUFMAN, *The MacNamara Strategy*. New York, Harper and Row, 1964, et l'ouvrage de Alain C. ENTHOVEN et K. Wayne SMITH, *Howe much is enough?* New York, Harper and Row, 1971, 364 p. Pour la période contemporaine, nous renvoyons le lecteur à l'ouvrage cité de Colin GRAY en note 44, ainsi qu'à l'ouvrage de John Lewis GADDIS, *Strategies of Containment: A Critical Appraisal of Postwar American National Security Policy*, New York, Oxford University Press, 1982, et l'ouvrage de Kenneth A. OYE, et Robert J. LIEBER, *Eagle Defiant: U.S. Foreign Policy in the 1980's*, New York, Little Brown, 1983. Ce livre comprend une critique pertinente de la stratégie Reagan par Barry R. Posen et Stephen Van Evara, republié sous le titre "Defense Policy and the Reagan Administration", dans *International Security*, vol. 8, no. 1, été 1983, pp. 3-45.

été ensuite transposé au niveau européen. En 1963 paraissait en France *Le Grand Débat* de Raymond Aron⁵⁴. Depuis, on se contente du revu et corrigé, car tout ou à peu près a déjà été dit sur le sujet.

Le premier problème concerne évidemment la crédibilité des forces de frappe indépendantes. Depuis la fameuse déclaration de Robert S. MacNamara sur les forces de frappe indépendantes qu'il considérait comme « dangereuses, coûteuses, rapidement déclassées et dénuées de crédibilité »⁵⁵, beaucoup d'eau a coulé sous les ponts... de la Seine. Le général Gallois nous a habitué à la dissuasion proportionnelle, le général Beaufre à la dissuasion multilatérale, et le général Poirier à la dissuasion du « faible au fort ». Autant de nuances qui visent toutes, à leur façon, à asseoir aux yeux de tous la crédibilité de la dissuasion française.

Quant aux Britanniques, ils surent tirer leur épingle du jeu le jour où les Américains conçurent le projet MLF ou l'idée d'une force nucléaire multilatérale qui associerait tous les principaux alliés de l'OTAN. Ce projet, né d'une improvisation américaine et d'une humiliation britannique (incapacité de Londres de poursuivre son programme militaire) mourut d'une belle mort. Il fut sacrifié sur l'autel de la non-prolifération (États-Unis et URSS concluent en 1963 le Traité d'interdiction des essais nucléaires dans l'atmosphère) face aux réticences d'un Wohlstetter qui arguait que la MLF favorisait davantage la prolifération qu'elle ne l'entraverait, et d'un président Johnson qui s'aperçut, en 1965, que les Allemands de l'Ouest, à tout considérer, n'étaient pas très chauds face à un projet qu'ils avaient pourtant violemment défendu sous Kennedy.

Les Britanniques, entretemps, auront conclu les fameux Accords de Nassau de décembre 1962, qui seront parachevés par le célèbre *Polaris Sales Agreement* de mars 1963. L'honneur était sauf. La force de frappe britannique restait en principe soumise à la seule décision d'emploi britannique pour le cas où les intérêts nationaux suprêmes de Sa Majesté Royale seraient mis en jeu, mais devenait, à toutes fins pratiques, intégrée aux dispositifs de défense atlantique américains. Londres a su depuis maintenir sa coopération nucléaire privilégiée avec Washington, à telle enseigne le contrat d'achat de la fusée Trident américaine.

Les problèmes que l'on se posait à l'époque ne sont pas plus résolus aujourd'hui qu'ils ne l'étaient il y a 25 ans. Les forces de frappe indépendantes sont-elles crédibles? Autrement dit, une menace de représailles qui soit proportionnelle à la valeur de l'enjeu que représente la France pour Moscou (dixit Gallois) est-elle suffisante pour dissuader les Soviétiques de toute attaque directe sur la France? Ou le fait que l'élément français, comme le prétend Beaufre, constitue une incertitude supplémentaire dans l'équation nucléaire et éventuellement un catalyseur dont les grandes puissances ne peuvent pas ne pas tenir compte dans leurs calculs, n'est-il pas la meilleure façon de s'assurer qu'en tout état de cause les Soviétiques ne pourront agir sans tenir compte de cette « incertitude » française? Ou encore comme le prétend Poirier et les autres théoriciens de l'arme nucléaire française, la

54. Paris, Calmann-Lévy, 1963, et traduit en anglais *The Great Debate*, New York, Doubledy et Co. Inc., 1965.

55. Discours de Ann Arbor du 17 juin 1962. Cf. *New York Times* du 18 juin 1962, p. 2, col. 4.

dissuasion ne réside-t-elle pas dans le fait que la dissuasion du « faible au fort » repousse inévitablement le choix de la guerre atomique dans le camp du plus fort, l'arme du plus faible pouvant être logiquement utilisée qu'en riposte à la gifle (et quelle gifle!) du plus fort?

Une chose apparaît certaine dans tous ces débats, c'est que l'armement nucléaire constitue une « arme nationale » par excellence, qui ne saurait être utilisée qu'en « ultime recours ». Cela vaut de toutes les puissances nucléaires. On a certes trouvé un moyen de fusionner l'atome, mais personne n'a encore trouvé de formule magique pour « fusionner » sous une forme collective la décision d'emploi de l'atome, et cela, en dépit de tous les efforts de concertation à l'intérieur de l'OTAN...

Un autre fait semble lentement s'imposer à l'Europe. Les forces de frappe nucléaires française et britannique pourraient un jour servir de « noyau » à l'éventuelle constitution d'une force nucléaire européenne. Une troisième constatation s'impose: les choses ne sont plus ce qu'elles étaient. La parité nucléaire en Europe est parfaitement établie. Les Soviétiques, de plus, font peur du seul fait de leur gigantesque potentiel militaire constitué au fil des ans. Cette constatation n'a pas été sans effet dans l'évolution de la pensée stratégique américaine.

En 1979, un ex-secrétaire du département d'État américain, redevenu simple citoyen, M. Henry A. Kissinger, pour ne pas le citer, fit une maladroite déclaration à Bruxelles. Il se permit alors de condamner comme « absurde » l'idée de croire que les États-Unis pourraient utiliser l'armement nucléaire pour venir à la défense de l'Europe, alors que les Soviétiques sont devenus forts et qu'ils disposent désormais de moyens plus que suffisants pour annihiler plusieurs fois le territoire américain. Le premier ministre Trudeau dira la même chose en 1983 lors d'un séminaire privé tenu en Suisse.

Et pourtant, dès 1959, l'ex-secrétaire d'État Christian A. Herter ne déclarait-il pas sans ambages devant la Commission sénatoriale des relations internationales qu'il ne pouvait concevoir qu'un président américain n'entraînât l'Amérique dans une guerre nucléaire généralisée, « à moins que les faits montrent clairement que nous soyons nous-mêmes en danger de destruction totale »⁵⁶. À vingt ans d'intervalle, la nouveauté n'est pas très grande si ce n'est l'évolution de la configuration du rapport de forces entre les grandes puissances, et l'indéniable supériorité régionale de l'URSS face à l'Europe de l'Ouest.

Cette modification du rapport des forces est aujourd'hui à la base du concept qui oppose d'une part, ceux qui croient encore en la vérité de la thèse MAD, c'est-à-dire ceux qui estiment que la guerre nucléaire se traduirait de toute façon par un suicide réciproque, et d'autre part, ceux qui estiment, comme Kissinger, Brown, Schlesinger et Weinberger, que la doctrine MAD ne saurait constituer un instrument rationnel de planification stratégique.

En réalité, il s'agit ici d'un vieux débat qui remonte à la doctrine contre-force de MacNamara énoncée en 1962. À l'époque, l'ex secrétaire à la Défense réclamait

56. Voir le *New York Times* du 21 avril 1959.

qu'en temps de guerre les objectifs civils soient épargnés⁵⁷ et que de plus, une certaine maîtrise soit appliquée à la conduite des opérations nucléaires stratégiques⁵⁸. À l'époque, la critique la plus virulente formulée contre cette doctrine fut que les États-Unis n'avaient pas les moyens de leur stratégie, d'une part, et qu'il était impossible, de l'autre, de discriminer entre les objectifs civils et militaires.

Il faut aujourd'hui conclure que les États-Unis ont les moyens de leur stratégie surtout avec l'amélioration de l'infrastructure C³ (contrôle, commandement et communication), avec l'augmentation de la précision des engins, et avec l'apparition de têtes nucléaires plus petites qui coiffent aujourd'hui les vecteurs balistiques. Le problème de la discrimination entre objectifs civils et militaires est du même coup atténué, sauf qu'en Europe, les centres industriels et stratégiques sont très souvent situés à proximité des grandes agglomérations urbaines.

Dans l'esprit des planificateurs américains, l'opposition des doctrines ne réside pas cependant entre les tenants du MAD et ceux du NUTS (Nuclear Utilization Targeting Strategy)⁵⁹. Dans les deux cas il s'agit d'une stratégie de dissuasion, et non d'une stratégie d'utilisation. Tout ce que les Américains affirment dans la doctrine, c'est qu'ils souhaiteraient ne pas avoir à choisir entre la « guerre nucléaire » et la « capitulation ». Autrement dit, ils préconisent une stratégie de limitation des dommages qui pourraient se produire par un emploi « selectif » et « contrôlé » de l'armement nucléaire, ce qui ne signifie en rien qu'ils aient tant soit peu l'intention de livrer une « guerre nucléaire limitée ».

L'interrogation se déplace inévitablement: Peut-on véritablement contrôler le principe de l'escalade? Les États-Unis pour des raisons fort compréhensibles l'affirment dans la doctrine. Les critiques les plus sceptiques n'y croient pas, tandis que d'autres, fort bien au courant des problèmes maintiennent qu'au-delà de l'emploi d'une dizaine de bombes tout risquerait de dégénérer en guerre totale⁶⁰. En ce domaine, on n'est pas plus avancé qu'en 1962, sauf qu'il y a un glissement des doctrines. On est ainsi passé de la « dissuasion-terreur » à ce que l'on pourrait appeler la « dissuasion-combat » ou encore la « dissuasion intra-guerre ».

Le problème se double cependant ainsi d'une métathèse doctrinale. Pourquoi les Soviétiques seraient-ils tant soit peu intéressés à penser comme les Américains voudraient qu'ils pensent.

La limitation dans la doctrine du côté américain constitue une véritable conséquence de la parité nucléaire. Du côté soviétique, on insiste encore sur le caractère *décisif, soudain et massif* de l'utilisation de l'armement nucléaire. La

57. Ceux-ci n'apparaissent plus sur les objectifs stratégiques à détruire, et sûrement pas Moscou, du moins dans les plans de planification stratégique américains. Le retrait de Moscou de la liste des cibles stratégiques remonte d'ailleurs au début des années 60, c'est-à-dire à l'époque MacNamara.

58. L'explication la plus claire du discours de Ann Arbor de 1962 peut être trouvée dans le discours du 10 février 1963 de Alain C. Enthoven, à l'époque sous-secrétaire à la défense (Systems Analysis) dans *US Senate, Hearings, Committee on Armed Services, 88th Congress, 1st Session, Washington, US Government Printing Office, 1963*, plus particulièrement les pages 166-175.

59. Cf. l'article cité de BYERS en note 5.

60. La plus belle critique de la pensée nucléaire américaine peut être trouvée dans Desmond BALL, "Can Nuclear War be controlled?", *Adelphi Papers, no. 169*, Londres, IJSS automne 1981.

doctrine de l'un produit-elle dialectiquement la doctrine contraire chez l'autre, se demandait déjà Raymond Aron en 1963⁶¹. Autrement dit, si les États-Unis revenaient aux vieilles conceptions des « représailles massives » de John Foster Dulles⁶² de 1954, est-ce à dire que les Soviétiques pencheraient, par réaction, vers la thèse de la limitation des dommages en temps de guerre ?

La question reste oisive puisque les Soviétiques estiment sans aucun doute que la menace d'une guerre globale reste encore l'élément psychologique dissuasif qui soit le plus déterminant. Il n'est guerre difficile, pour un joueur de « poker » de comprendre l'effet psychologique du « bluff » ! Rien n'indique toutefois que les Soviétiques, dans leur for intérieur, ne réfléchissent pas comme les Américains. Des manoeuvres militaires purement conventionnelles ont déjà eu lieu dans le passé, ce qui laisse supposer que l'emploi de l'arme atomique n'est pas inéluctable ! Ils sont tributaires, d'autre part, de certaines conditions psychologiques bien différentes de celles des Américains. Les troupes du pacte de Varsovie sont entraînées pour des manoeuvres exclusivement offensives. Le contraire pourrait constituer un « handicap » pour les Soviétiques si jamais ceux-ci décidaient de répéter Budapest 56 ou Prague 68... Notons enfin, que des failles apparaissent dans l'édifice soviétique et qu'il est désormais possible de trouver des auteurs qui commencent à prendre goût aux thèses américaines⁶³.

Dans l'ensemble, on semble donc s'orienter de part et d'autre vers une stratégie de limitation des dommages. Il ne s'agit plus désormais de se prévaloir de la dissuasion avant le conflit, mais plutôt de s'assurer qu'une certaine forme de dissuasion pourrait être maintenue à l'intérieur du conflit, ce que les Américains appellent très justement l'"intrawar deterrence". La question du franchissement du seuil atomique reste donc tout aussi métaphysique qu'il y a vingt-cinq ans. À cette différence cependant que tous sont désormais très conscients du caractère totalement inconnu de l'aventure dans laquelle ils s'engageraient... Ce phénomène constitue, en soi, un effet dissuasif cumulatif.

Ce problème n'est évidemment pas étranger aux préoccupations qu'éprouvent les États-Unis face à la défense de l'Europe. Le Pershing et le missile de croisière sont considérés par Washington dans la perspective d'une stratégie de limitation. Ce sont certes des armes de combat, mais dissuasives, qui se situent dans la partie intermédiaire des moyens de l'escalade. Elles constituent, pour les Européens et les Allemands notamment, une façon de matérialiser la promesse d'assistance américaine, rétablissant ainsi la transitivité stratégique contre les théâtres d'opérations européen et américain. La crainte d'une « disjonction » (decoupling) stratégique dans le passé était d'autant plus grande qu'en négociant simultanément au niveau SALT et MBFR, on risquait d'oublier un niveau intermédiaire, celui-là précisément

61. « Initiation à la stratégie atomique », *Le Monde*, 14 novembre 1963, p. 3.

62. Doctrine énoncée le 12 janvier 1954. Le texte peut être trouvé dans le *US Department of State Bulletin*, vol. XXX, 25 janvier 1954, pp. 107-110.

63. Voir à ce sujet l'important ouvrage de Joseph DOUGLASS et Amoretta M. HOEBER, *Conventional War and Escalation: The Soviet View*, New York, Crane, Russak, 1981. Un autre ouvrage intéressant est celui de Derek LEEBAERT, *Soviet Military Thinking*, London, Allen and Unwin, 1981.

que les Soviétiques s'employaient à développer rapidement avec la constitution de son arsenal des fusées SS-20.

La neutralisation partielle des SS-20 grâce au déploiement du Pershing et du missile de croisière ne résout cependant en rien la question de la crédibilité de la garantie américaine. Le problème demeure entier, à cette différence qu'il n'y a plus de « trous » dans l'échelle. De part et d'autre, on peut se permettre de faire semblant de la gravir, ou encore jouer sur la menace de la surenchère, si l'on estime qu'il s'agit encore de la meilleure façon de prévenir le conflit. La modernisation des forces nucléaires de l'OTAN, enfin, n'est qu'un bien faible palliatif à la double schizophrénie européenne. Les Européens, en effet, ne veulent ni d'une guerre nucléaire limitée qui entraînerait la destruction de l'Europe, ni d'une guerre conventionnelle dont les effets seraient sans doute encore plus désastreux que les dévastations encourues lors de la Seconde Guerre mondiale. Cette double ambivalence a toujours existé, d'où les « malentendus transatlantiques »⁶⁴ constants qui ont secoué l'Alliance depuis l'introduction par MacNamara de la doctrine de la riposte souple au début des années soixante.

VII – LA RÉOUVERTURE DU DÉBAT SUR LES CONSÉQUENCES D'UNE GUERRE NUCLÉAIRE OU LE PHÉNOMÈNE DE L'« HIVER NUCLÉAIRE »

Jusqu'à tout récemment encore, spécialistes et stratèges pensaient bien connaître tous les effets physiques d'une guerre nucléaire⁶⁵. Tout cela n'est plus

64. Sur les « malentendus transatlantiques », notons les deux ouvrages classiques suivants: Robert E. OSGOOD. *Nato: The Entangling Alliance*, Chicago, (Ill.); Chicago University Press, 1962, and Henry A. KISSINGER. *The Troubled Partnership*, New York; McGraw Hill, 1965. Sur les problèmes de sécurité européenne dans les années 70, voir Timothy W. STANLEY et Darnell M. WHITE. *Detente Diplomacy: United States and European Security in the 1970's*, Cambridge, Mass.; Cambridge University Press 1970. Un collectif sur le problème de la réduction des forces en Europe vaut d'être signalé. Il s'agit de Wolfgang KLABER; Laszlo HADIK; Joseph HARNED, James SATTLER et Stanislaw WASOWSKI, *Era of Negotiations: European Security and Forces Reductions*, Lexington Mass.; Lexington Books, 1973. Un autre ouvrage s'impose, celui de J.I. COFFEY, *Arms control and European Security*, London; Chatto and Windus 1977. Sur les changements récents apportés à la stratégie américaine, voir Andrew P. RASIULIS « *The role of Conventional Forces in Nato Strategy: Perspectives, Past, Present and Future* », OREA Staff Note #3, Ottawa, juin 84. Pour un point de vue européen critique, voir Janet FINKELSTEIN; Jean KLEIN, Alain JOXE et Walter SCHÜTZE, « *La nouvelle doctrine de guerre américaine et la sécurité de l'Europe* », *Cahiers d'études stratégiques no 1* (Cirpes – Centre Interdisciplinaire des recherches sur la paix et d'études stratégiques), 1983.

65. Le rapport du secrétaire général des Nations Unies d'octobre 1967 (A/6858) sur les conséquences d'une guerre nucléaire aura à cet égard un effet retentissant, du simple fait qu'il a été traduit en 26 langues. Le dernier rapport du Secrétaire général à la rédaction duquel l'auteur a participé contient aussi en annexe des précisions importantes. Cf. *Comprehensive Studies on Nuclear Weapons* (A/35/392), New York, United Nations, 1981. L'ouvrage classique à caractère scientifique reste celui de Samuel Glasstone (ed.), *The Effects of Nuclear Weapons*, US Department of Defense and US Atomic Energy Commission, 1964 (édition révisée). Un rapport plus récent à ne pas négliger est celui produit par l'OTA à Washington (Office of Technology Assessment) *The Effects of Nuclear War*, Montclair, N.J., Allansheld, Ossmun and Co. Publishers Inc., 1980.

vrai. Il a suffi que des astronomes américains intéressés par l'atmosphère martienne découvrent un jour les conséquences climatiques incalculables d'une épaisse couche de poussière autour de cette planète pour que le déclic se fasse, par analogie.

Dès 1975, l'Académie nationale des sciences interroge sur les conséquences mondiales à long terme pour la planète des détonations nucléaires multiples. Un article paru dans la revue *Ambio*⁶⁶ attire l'attention de quelques fondations américaines qui, après étude du problème, décident de demander au groupe TTAPS⁶⁷ d'organiser avec d'éminents biologistes, en avril 1983, une conférence sur le sujet.

En octobre 1983, une première grande conférence internationale se tient à Washington sur les conséquences climatiques et les effets biologiques à long terme d'une guerre nucléaire. Les résultats de cette conférence sont publiés dans un ouvrage retentissant⁶⁸. Depuis, des dizaines de réunions n'ont cessé de se succéder à ce sujet⁶⁹. L'article le plus abordable sur tous ces propos reste celui de Carl Sagan⁷⁰. En gros, le phénomène de l'« hiver nucléaire » que le film américain *The day after*, produit par la chaîne CBS, s'est évertué à représenter tant bien que mal, serait dû à l'obscurcissement progressif de la planète engendré par quatre facteurs. La présence de fumée dans la troposphère⁷¹, la présence de poussière dans la stratosphère, les retombées de débris radioactifs, et la destruction partielle de la couche d'ozone qui entoure notre planète. Ces facteurs pour l'instant constituent les quatre dangers connus les plus néfastes qui sont susceptibles d'engendrer des modifications climatiques importantes.

Divers scénarios ont été envisagés. L'explosion de 10,000 mégatonnes réparties entre 16,160 charges pourraient provoquer un abaissement de température de l'air ambiant de plus de 50 degrés centigrades, l'abaissement le plus massif étant ressenti dans les deux mois suivant la déflagration nucléaire. Même dix mois plus tard, les températures seraient d'environ 20 degrés centigrades inférieurs à celle qu'elle devrait être normalement.⁷² Une frappe nucléaire limitée à 3000 mégatonnes répartie entre 2,250 charges, dirigée contre des objectifs militaires exclusivement,

66. Il s'agit des travaux du chimiste allemand Paul J. CRUTZEN du Max-Planck Institute pour la chimie de Mainz, en RFA. Cf. *Ambio*, vol. XI, no. 2-3, 1982.

67. Sigle formé d'après la première lettre du nom de famille de chacun des participants à savoir Turco, Richard P., Toon Owen B., Ackerman, Thomas P., Pollack, James B., et Sagan Carl (TTAPS).

68. Paul R. EHRLICH, Carl SAGAN, Donald KENNEDY et Walter Orr ROBERTS. *The Cold and the Dark: The World after Nuclear War*, New York, W.W. Norton and Co., 1984.

69. SCOPE ENUWAR (Scientific Committee on Problems of the Environment-Nuclear War) publié par l'ICSU (International Council of Scientific Union) fournit régulièrement des renseignements sur la tenue des réunions et des travaux en cours. SCOPE ENUWAR est rattaché au Département de chimie de l'Université de Essex à Colchester.

70. Voir son « Nuclear War and Climatic Castastrophe: Some Policy Implications » *Foreign Affairs*, hiver 1983-1984, pp. 257-292. Pour une discussion plus scientifique, voir TTPAS « The climatic effects of Nuclear War », *Scientific American*, voir 251, no 2, août 1984, pp. 33-44, et Jeannie PETERSON, *The Aftermath: the Human and Ecological Consequences of Nuclear War*, New York, Pantheon Books, 1983, 196 p.

71. Qui varierait en fonction de la puissance mégatonnique de l'explosion.

72. Il est certain que l'abaissement massif des températures en hiver seraient moins grave que si le phénomène devait se produire au printemps ou en été. Inutile de préciser ce qui en résulterait pour les récoltes.

serait moins dommageable à court terme qu'une volée de 100 mégatonnes répartie entre 1000 charges, mais dirigée contre des villes. Dans le premier cas, l'abaissement de température serait d'environ 8 degrés centigrades dans les deux ou trois mois suivant la déflagration nucléaire. Dans le second cas, l'abaissement de température dans les trois semaines suivant la conflagration nucléaire s'établirait à près de 30 degrés centigrades.

On le voit, tout est question ici de profondeur optique, c'est-à-dire du degré d'obscurcissement qui résulterait de la combustion des milliers de tonnes de matériaux urbains (suie, poussière et fumée) par opposition aux masses de terre volatilisée mais non brûlée (c'est-à-dire beaucoup de poussière, peu de fumée) dans la mesure où seuls des objectifs militaires seraient visés.

Ces considérations nouvelles ont amené le président Reagan à commander une étude de 50 millions de dollars sur le phénomène de « l'hiver nucléaire ». Le groupe TTAPS reconnaît le premier que leur modèle est unidimensionnel⁷³. Les experts attendent donc avec impatience les résultats de l'étude entreprise par le département de la Défense américain, et dont la publication est prévue pour mars 1985.

D'ores et déjà cependant, il faut reconnaître que ces données préliminaires apportent d'autres éléments nouveaux au débat sur les conséquences d'une guerre nucléaire. Celle-ci serait infiniment plus dévastatrice que les experts ne le pensaient de prime abord. En deuxième lieu, selon le scénario envisagé, le nombre de mégatonnes utilisées, et le type de cibles choisies, les conséquences ne seraient pas limitées à l'hémisphère nord de la planète mais s'étendraient aussi fort probablement à l'hémisphère sud. En troisième lieu, les effets biologiques d'une guerre nucléaire seraient catastrophiques. D'après les experts réunis à la conférence d'avril 1983 :

Species extinction could be expected for most tropical plants and animals... Whether any people would be able to persist for long in the face of highly modified biological communities; novel climates; high level of radiation; shattered agricultural, social and economical systems; extraordinary psychological stresses; and a host of other difficulties is open to question⁷⁴

Il n'est pas interdit de penser que ces considérations nouvelles amèneront stratèges et militaires à revoir les fondements de leur planification stratégique. Il ne serait pas non plus étonnant de penser que ces résultats seront interprétés différemment par divers pays, ou encore par divers groupes de pression à l'intérieur des pays possesseurs de l'armement atomique.

Toute une série de considérations sont actuellement à l'étude. Pour ne pas trop alourdir le débat, ne mentionnons que celles qui nous paraissent les plus importantes. Si les conséquences d'une guerre nucléaire sont aussi néfastes que les experts le prédisent, le phénomène de « l'hiver nucléaire » n'est-il pas susceptible d'encourager la prolifération nucléaire plutôt que de l'enrayer? Après tout, il est politique-

73. Il tient compte des vitesses ascendantes et ignore les phénomènes de dispersion en latitude et en longitude. Un modèle tri-dimensionnel est actuellement à l'étude.

74. SAGAN, *op. cit.*, p. 274.

ment incongru que seules deux puissances puissent décider de l'avenir de la planète alors qu'au vu de ce que nous prédisent les experts, la possession de 100 MT serait presque suffisante pour entraîner, peut-être, la disparition de toute civilisation dans l'hémisphère nord. Plusieurs pays ne seront-ils pas ainsi tentés de revenir aux thèses de l'« atome égalisateur » développées par le général Gallois ?

En deuxième lieu, il est difficile de savoir les conclusions que tireront les Soviétiques du réexamen de cette question. Du côté américain ceci ne peut que renforcer les tendances actuelles : développer des moyens d'intervention plus sélectifs, plus précis, plus souples d'emploi et moins dévastateurs, comme la bombe à neutrons, par exemple. Les Soviétiques pourront s'ils le souhaitent, continuer de jouer sur une stratégie de terreur, sur une stratégie d'annihilation globale, mais il est indéniable qu'à l'heure de la vérité, les États-Unis se retrouveront dans une situation stratégique beaucoup plus crédible que celle dans laquelle les Soviétiques risqueront d'évoluer. En ce domaine Brown, Schlesinger et Weinberger ont sans doute raison de dénoncer l'absurdité de la doctrine MAD. La doctrine de la « riposte contrôlée » est une façon détournée pour les États-Unis de se libérer de la « camisole de force » et de la paralysie que leur imposent les thèses du suicide réciproque. Aussi longtemps cependant que les Soviétiques se refuseront à penser comme les Américains, ceux-ci seront mal venus d'exploiter leur nouvelle liberté d'action, les premiers risquant alors d'être acculés au choix tragique du « tout ou rien ».

En troisième lieu, il est manifeste qu'il faudra revoir l'épineuse question du nombre minimum d'engin dont les superpuissances devront disposer pour s'assurer qu'en toutes circonstances elles pourront bénéficier des avantages de la dissuasion. Placées dans ce contexte, les thèses de « l'overkill », ou de moyens de « surdestruction » dont disposent les grandes puissances se doivent d'être considérées sous un angle nouveau. Si la conscience réciproque d'être surarmée pouvait s'imposer à Moscou comme à Washington, les négociations sur la limitation et la réduction des armements stratégiques pourraient peut-être reprendre avec une nouvelle vigueur.

En quatrième lieu, enfin, on ne peut logiquement prétendre qu'une guerre nucléaire signifierait la fin du monde et ne rien faire pour se prémunir contre ce danger. Comme il est utopique de penser que les grandes puissances renonceront à l'armement nucléaire dans un proche avenir, il y a fort à parier que celles-ci, tout en reconnaissant le peu de chances qu'elles ont de se sortir de l'impasse nucléaire dans laquelle elle se sont laissées glisser, aviseront d'autres moyens pour se protéger de la foudre nucléaire qui pourrait être déclenchée par une tierce partie. Ce qui signifie, sans aucun doute, qu'elles finiront par s'entendre, de part et d'autre, pour développer des systèmes limités de défense antimissile.

VIII – LE CRI D'ANTIGONE OU LA NAISSANCE DES MOUVEMENTS PACIFISTES

L'histoire est truffée d'exemple où des gens ont su dire non au bon moment. Jeanne d'Arc, en son temps, résista avec succès aux Anglais. La Révolution française constitue un « non » éclatant à l'absolutisme royal. Antigone a su aussi dire non au roi Créon lorsqu'elle brava ses ordres pour rendre les derniers honneurs

au corps de sa soeur Polynice. Sophocle, dans cette tragédie célèbre, traduit le dilemme de celui qui a à choisir entre « les lois non écrites et inébranlables de la conscience » et celles qui relèvent de la « raison d'État ».

La naissance des mouvements pacifistes constitue un non à la stratégie des grandes puissances. Malheureusement et beaucoup trop souvent, ces mouvements pacifistes s'érigent en négation de tout ce qui existe, allant des vertus du progrès et à l'anti-positivisme, en particulier, au négativisme politique en général⁷⁵.

Notre société contemporaine vit peut-être que ce que Jean-Paul Charnay a appelé une crise de la centralité du *logos*. La dissuasion nucléaire, en effet est l'antithèse même du *logos*. Elle repose sur l'absurde, sur la rationalité de l'irrationalité. C'est précisément parce que la guerre nucléaire serait absurde que la crédibilité de la dissuasion peut jouer. L'équilibre de la terreur, ni vainqueurs ni vaincus, la mort égalisatrice, le suicide réciproque, voilà tout ce que les sociétés occidentales ont pu trouver pour assurer leur sécurité. L'absurdité logique est toujours acceptable dès lors qu'il n'y a pas à cette absurdité des moyens termes. L'enfer et le paradis, la guerre et la paix, ont de tout temps constitué les mythes les plus profonds de l'histoire. Le passage de l'un à l'autre ne peut s'expliquer que par la nécessaire apparition d'un « bouc émissaire ».⁷⁶

Dès lors toutefois qu'apparaissent des moyens termes – les zones grises du purgatoire – ou, si l'on veut, la possibilité d'échanges nucléaires limités –, les mythes absolus disparaissent. La rationalité de l'irrationalité se consume d'elle-même. La révolte gronde: c'est l'heure de la réforme.

L'adage si souvent répété par les contestataires, « lieber rot als tot » ou « Better red than dead », acquiert, dans ces conditions, une vertu révélatrice supplémentaire: l'ennemi du bien, c'est le nucléaire. Pour certains mêmes, la possession d'armements nucléaires constitue désormais un crime contre l'humanité. Ce qui au départ pouvait assurer la rédemption ou le salut des sociétés occidentales, c'est-à-dire la dissuasion, ne peut désormais que les mener à leur ruine. Parce que les mythes ont été altérés, parce que la technologie s'est chargée de trouver des formules intermédiaires entre la paix et l'holocauste, et parce que le « bouc émissaire » qu'on lui présentait hier – l'anti-communisme – ne peut plus désormais être considéré comme la source de tous les maux.

En réalité, les mouvements de protestation ne sont pas plus illogiques ou irrationnels que ceux qui prétendent assurer la sécurité du monde libre par la pratique d'une politique de terreur pratiquée à l'échelle de la planète. Les seconds continuent de croire en la logique d'un système qui par le truchement du principe de l'ascension aux extrêmes rétablit, en fin de compte, la mort égalisatrice pour tous, tandis que les premiers se refusent à considérer l'holocauste comme un principe de sagesse politique, pour n'y voir que le début d'une lente décomposition morale de la société: l'acceptation des risques de guerre. Ce faisant, les uns et les autres ont

75. Une très bonne étude sur le pacifisme et la dissuasion en Europe peut être trouvée dans l'ouvrage collectif publié par l'Institut français des relations internationales. Voir Pierre LELLOUCHE, *Pacifisme et dissuasion*, Paris, IFRI, 1983.

76. Titre d'un ouvrage de René GIRARD paru chez Grasset en 1982.

parfaitement raison, mais ils se situent à des niveaux d'analyse différents: la politique et le moral.

Quoiqu'il en soit des causes et motifs des mouvements de protestation nucléaire, un constat général s'impose: le risque de guerre apparaît aujourd'hui plus élevé que cela n'était le cas dans le passé. En partie parce que les doctrines nucléaires ont évolué tout en étant la plupart du temps mal comprises, en partie parce que l'adversaire d'hier dispose aujourd'hui d'une redoutable panoplie nucléaire, en partie parce que les occasions de conflits dans le Tiers Monde apparaissent aujourd'hui nombreuses, en partie parce que la stabilité du système international se dégrade au fur et à mesure qu'apparaissent de nouveaux pôles de croissance militaire, et en partie aussi parce que ni les grandes puissances ni le système de l'ONU ne sont désormais capables de freiner l'anarchie politique croissante qui semble peu à peu gagner l'ensemble du système international.

IX – POUR SORTIR DU XX^{ème} SIÈCLE...

Ce sous-titre s'inspire évidemment du titre de l'ouvrage d'Edgar Morin⁷⁷. Que peut-on attendre dans l'avenir des grands débats stratégiques ou de l'*arms control*? Il n'y a pas à proprement parler de crise dans les relations internationales, pas plus qu'il n'y a de crise dans les études stratégiques. Aucune théorie globalisante ne saurait expliquer l'évolution des rapports entre État, pas plus qu'une théorie spécifique ne saurait expliquer la globalité. Chaque théorie, chaque discipline, chaque paradigme ne vaut que par rapport à l'objet social découpé. Or celui-ci refuse de se laisser enfermer dans un cadre trop étroit. De plus, comme il est vivant, il évolue, se détermine et se surdétermine à la fois, pour finalement s'indéterminer de lui-même suite à de nouvelles idées, suite à l'introduction de nouvelles technologies ou suite à l'apparition de nouvelles configurations de rapports de forces, ou encore de rapports sociaux.

L'*Arms control* a connu ses heures de gloire. « L'*arms control* est mort, vive l'*arms control* », s'exclamait Pierre Hassner dans la conclusion de son article paru dans *Études Internationales* en 1973⁷⁸. Entre l'armement et le désarmement, il n'y a qu'un terme équilibré et équilibrant ces deux propositions: c'est celui de l'*arms control*. Il n'y a pas plus de moyen terme à ces deux antinomies qu'il n'y a d'alternative à la paix ou à la guerre, si ce n'est que la « coexistence pacifique » ou encore la « détente », peu importe la façon dont on veuille bien la définir.

Il faut toutefois risquer la bonne définition: situation dans laquelle les occasions de coopération sont supérieures aux occasions de conflit. Conflit-coopération, coopération dans le conflit, et conflit dans la coopération. Voilà bien l'essence de la politique. Tout le reste est une question d'éclairage.

77. Edgar MORIN, *Pour sortir du vingtième siècle*, Paris, Nathan, 1981, 380 p.

78. « Faut-il enterrer l'*arms control*? », *Études internationales*, vol. IV, no. 4, décembre 1973, p. 433.

Peu importe les querelles qui ont fait rage sur l'*arms control*⁷⁹ il faudra bien un jour y revenir. Relisons les grands classiques⁸⁰ sur l'*arms control* des années 1960, les problèmes restent fondamentalement les mêmes, à cette différence que les termes de l'équation technologique ont changé. Ils sont aussi plus complexes et plus diversifiés. Dans l'ensemble, toutefois, le problème reste essentiellement celui de l'aménagement des relations entre les grandes puissances et, au-delà, de leurs rapports à travers les tierces parties.

Il n'est pas facile d'identifier de quoi sera fait l'avenir. Si l'on se fie cependant au passé, il est manifestement un domaine qui continuera de faire couler beaucoup d'encre, celui de la composante matérielle technologique qui sous-tend la course aux armements. Il est improbable, ne serait-ce que pour des raisons économiques, que les grandes puissances s'engagent corps et âmes dans une course accélérée dans l'espace. Les programmes sont aujourd'hui trop diversifiés pour que l'on puisse se permettre de mettre tous ses oeufs dans un même panier. Il n'y a pas de doute, toutefois, que l'on tend vers sa militarisation progressive puisque, de là, l'on peut contrôler tout ce qui voit, tout ce qui bouge, tout ce qui se fait ou à peu près.

Les pourparlers sur la limitation des armes stratégiques dans l'espace ou sur l'interdiction de développement de certains systèmes (systèmes ASAT ou BMD) feront sans doute l'objet dans l'avenir d'intenses négociations bilatérales. Là comme ailleurs, il est probable qu'on en arrivera à des accords de limitation, tout en permettant le déploiement de certains types de technologie. La raison pour laquelle les États-Unis ont renoncé à leur système ABM au début des années 1970 est qu'il aurait été désuet avant même de pouvoir devenir opérationnel. La raison pour laquelle les États-Unis réouvriront sans doute le dossier des anti-missiles en 1987 ou en 1992⁸¹ tient sans doute au fait que ce qu'ils pensaient impossible ou non efficace il y a 15 ans deviendra peut-être possible dans dix ans. À tout cela s'ajoute évidemment les risques de prolifération nucléaire contre lesquels les grandes puissances aimeraient bien se prémunir. Quant à la révolution due à l'introduction des micro-processeurs et aux effets synergiques engendrés par l'amalgamation et l'intégration de systèmes complémentaires, elle pourrait se traduire par la réouverture de débat sur les mérites de la défense par rapport à l'offense. Ceci vaut pour l'espace, et à peu près pour tous les environnements, même terrestres. On y pense de plus en plus dans les milieux qui se préoccupent de recherche opérationnelle et dans les États-majors militaires. Il faudra sans doute des années avant que les « armées de terre » ne renoncent à leurs chars d'assaut, mais tôt ou tard ceux-ci deviendront désuets. Ceci n'est qu'un exemple parmi bien d'autres...

79. S'agit-il d'une « vaste berne destinée à endormir l'Occident » comme le prétend le général Gallois ou encore d'une pure « attitude tactique » de la part des Soviétiques pour reprendre leur souffle et revenir ensuite en force comme le prétend Robin RANGER? Cf. son ouvrage *Arms and Politics 1958-1978: Arms control in a Changing Political Context*, Toronto, MacMillan, 1979.

80. Hedley BULL, *The Control of the Arms Race*, London, Weidenfeld and Nicolson, 1960; ou Thomas C. SCHELLING et Morton H. HALPERIN, *Strategy and Arms Control*, Milwood, N.Y.; Kraus Reprint Co., 1975; ou encore le numéro spécial de la revue *Daedalus*, hiver 1960, publié sous la direction de Donald G. Brennan.

81. Le traité de 1972 sur la défense ABM peut faire l'objet d'une révision tous les cinq ans.

Les États-Unis pourraient même considérer de reconverter dans les années 1990 une partie de leur force de frappe nucléaire à des fins purement conventionnelles. Ce domaine nous réserve sans doute beaucoup de surprises, particulièrement en matière de missiles de croisière. Plusieurs dénoncent aujourd'hui la tendance obsessionnelle des États-Unis à se préoccuper presque exclusivement de leurs triade stratégique aux dépens d'une amélioration de l'efficacité opérationnelle de leurs forces de choc. Il serait ironique d'assister à un renversement de ce débat durant les années 1990.

Chose certaine, à tort ou à raison, les grandes puissances n'ignoreront aucune avenue de recherche susceptible d'améliorer leur capacité d'intervention dans l'avenir. En ce domaine, il est probable que la capacité d'intervention soviétique pour agir à ses frontières ou en périphérie se trouvera renforcé tandis que les États-Unis insisteront sur une capacité « tous azimuts ». Demain, comme aujourd'hui, les luttes continueront de se poursuivre par « personnes interposées ».

Quant à l'évolution des doctrines stratégiques, c'est dans leur raffinement plutôt que dans leur disparition que les débats interviendront. Aussi longtemps que subsistera le nucléaire, peu importe les doctrines professées ou avancées, le profil de la lutte à mort entre les « frères ennemis » se découpera à l'horizon à travers les dangers de l'escalade surtout.

Comment apprivoiser ou ne pas apprivoiser les monstres nucléaires, tel est le débat fondamental sous-jacent à toute l'évolution de la stratégie nucléaire. De plus, en plus, et surtout suite à la réouverture du débat sur les conséquences d'une guerre nucléaire, tous et chacun reconnaissent qu'il vaut mieux ne pas libérer le Prométhée enchaîné. Les mouvements pacifistes ont sans doute raison de dire non au nucléaire. Il faudrait cependant aussi se préoccuper du nouveau danger qui se dessine à l'horizon : le retour à la guerre conventionnelle.